

Quelles innovations pour quelles sociétés : l'approche P.S.I.

En 2017 et selon l'OCDE, un adulte sur cinq est obèse dans l'Union européenne et presque 4 sur 10 aux États-Unis (OCDE, 2017), si bien que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifie aujourd'hui l'obésité de première épidémie non infectieuse de l'histoire. Les projections sur 2030 sont pessimistes. On prévoit une augmentation de l'obésité alors même que cette dernière accroît les risques de maladie chronique et de mortalité, ce qui en fait une catastrophe sanitaire mais aussi un désastre financier sans précédent :

« En 2001, aux États-Unis (selon le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta – CDC), on les estimait à 117 milliards de \$ (environ 10 % des dépenses de santé). [...] En France, la dernière étude de coût, datée de 1992, chiffrait ce coût à 2 % de la dépense de santé – alors que l'obésité y était encore peu développée. On peut probablement l'évaluer, compte tenu de son évolution (elle a doublé depuis 1990) à plus de 4 % de la dépense de santé – ce qui, sur la base du dernier chiffre de dépenses connu de l'assurance maladie, aboutirait à chiffrer ce coût à 5,6 milliards d'euros. »¹

Dans le même temps, 52 millions d'enfants de moins de cinq ans sont atteints de maigreur extrême dans le monde selon les données de l'ONU. S'ils font froid dans le dos, ces chiffres appellent une réponse urgente à l'échelle planétaire, car la malnutrition n'épargne plus aucun pays dans le monde.

Introduction rédigée par Marianne CHOUTEAU, Joëlle FOREST et Céline NGUYEN.

1. <https://www.senat.fr/rap/r03-267/r03-26717.html>.

Toujours d'après l'OMS, le nombre de personnes de plus de soixante ans devrait doubler entre 2000 et 2050 pour passer de 11 à 22 %, passant ainsi de 605 millions à deux milliards. Compte tenu de l'amélioration globale de la qualité de vie et de la santé de chacun, le vieillissement de la population touche la planète entière ; le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus a en effet augmenté rapidement contrairement à celui concernant des personnes plus jeunes. Le vieillissement de la société pose la question de la prise en charge des personnes dépendantes, de leur isolement, de leur plus grande vulnérabilité ; autant de questions auxquelles il est ici encore nécessaire de répondre de façon urgente.

La situation est tout aussi inquiétante côté climat. Alors que l'on observe depuis 50 ans un accroissement de la sécheresse en Afrique, mais aussi dans le nord de l'Amérique latine et le sud de l'Eurasie, on assiste à une intensification des précipitations et phénomènes d'inondation. Le mois de mai 2018 a été le plus pluvieux jamais observé en France. Les scientifiques estiment que les épisodes de pluies intenses seront très vraisemblablement plus fréquents à l'avenir et que dans un même temps, les surfaces touchées par les sécheresses devraient s'étendre. Or, ces situations sont très coûteuses et traumatisantes pour les populations. Les inondations survenues en France entre le 25 mai et le 14 juin 2018 ont touché plus de 200 000 personnes pour un coût estimé à 430 millions d'euros selon la Fédération française de l'assurance. À ces coûts « matériels » s'ajoutent des coûts environnementaux en raison du nombre de produits emportés dans les cours d'eau. Les conséquences sont aussi terribles pour la faune : nombre de poissons sortis des cours d'eau sont retrouvés morts sur les routes, piégés au moment de la décrue. Les conclusions du récent rapport du GIEC [IPC 18] sont édifiantes. Selon ses estimations, d'ici à 2100, le niveau de la mer à l'échelle de la planète sera, si le réchauffement climatique est limité à 1,5 °C, inférieur de 10 cm à celui qui risquerait d'être enregistré s'il est limité à 2 °C. La probabilité que l'océan Arctique soit libre de glace en été sera d'une fois par siècle si le réchauffement est limité à 1,5 °C, mais d'au moins une fois tous les dix ans s'il est limité à 2 °C. Avec un réchauffement de 1,5 °C, 70 à 90 % des récifs coralliens disparaîtraient, alors qu'avec un réchauffement de 2 °C, la quasi-totalité (> 99 %) serait anéantie.

Ces exemples ne sont que quelques illustrations des grands défis contemporains (comme l'accès à l'eau, à l'éducation ou à la santé, la réduction de la consommation d'énergie, la gestion des déchets et de la pollution) face auxquels il paraît difficile de rester indifférent ou d'adopter une posture fataliste. Se pose alors la question de savoir que faire pour enrayer ces processus.

Dans le présent ouvrage, nous défendons la thèse que l'innovation est l'une des voies pour répondre à ces défis. Adopter un tel point de vue signifie-t-il pour autant que nous sommes prisonniers de l'injonction à innover ?

Assurément non. Nous sommes intimement convaincues qu'une société qui n'évoque pas ne peut plus répondre aux défis qui s'offrent à elle. Ce constat s'applique tant à une entreprise – qui faute d'innovation verra ses produits dépassés par ceux de ses concurrents et sera condamnée – qu'à la société au sens large.

Pour autant, affirmer que l'innovation permet de répondre aux grands défis contemporains ne signifie pas qu'il n'y a pas de limites à l'innovation. Cet ouvrage nous invite en effet à penser une société dans laquelle l'innovation ne peut être pensée comme productrice de gadgets, par essence inutiles et liés à une société de consommation débridée et déraisonnable. Précisément cet ouvrage nous propose de penser l'innovation au moyen de la question du sens et d'en déterminer les limites et les contours. Il propose également des outils pour y parvenir.

Adopter un tel point de vue permet de s'émanciper des faux débats qui entourent l'innovation. D'aucuns rejettent en effet l'innovation au motif qu'elle serait nécessairement l'avatar du capitalisme² par nature sans vergogne. On peut lire par exemple :

« [...] l'innovation rapporte beaucoup, le mot "nouveau" fait vendre, même les lessives ou les biscuits secs nouvelles recettes ! Les fabricants de voitures le savent bien, il faut sortir un nouveau modèle chaque année. Les marchands de fringues aussi, la mode n'est autre que le fruit de cette innovation capitaliste. »³

Or, lorsque l'on emprunte les chemins de l'histoire des techniques, on s'aperçoit rapidement que l'innovation n'a pas attendu l'avènement du capitalisme pour pointer le bout de son nez. Elle apparaît même constitutive de notre humanité.

D'autres indiquent qu'il existe des voies alternatives à l'instar de ce qui est couramment appelé l'innovation sociale⁴. En effet, suite à sa participation à un dialogue Up Conférences, organisé pour le Grand final du Tour des régions du Mouves, Frédéric Mazzella, l'un des fondateurs de Blablacar, a précisé comment son innovation entre dans le cercle des innovations sociales. Selon lui, Blablacar est une innovation qui

2. Nous avons déjà indiqué que l'histoire des techniques permet de démontrer la vacuité d'un tel point de vue [FOR 18].

3. <https://blogs.mediapart.fr/dominique-herbert/blog/290116/linnovation-invention-du-capitalisme>. Notons que dans cette tribune, l'auteur accepte toutefois l'idée que certaines innovations sont indiscutables.

4. Précisions par ailleurs que la définition même de l'innovation sociale apparaît comme un pléonasma car l'innovation est par nature sociale : elle est inscrite dans un terreau social, celui des concepteurs et celui des utilisateurs.

est centrée sur la convivialité, l'entraide et permet de réaliser des économies (et par là même de démocratiser le voyage) et de contribuer à la préservation de l'environnement⁵.

Si ces arguments semblent incontestables, on ne saurait cependant oublier que Blablacar est pourtant l'exemple même d'une innovation sociale qui pousse plus avant le capitalisme en l'inscrivant dans la sphère privée et qu'*in fine* cette innovation sociale ne questionne pas la place de la voiture mais optimise son usage.

De même, on assiste à un engouement très fort pour l'innovation responsable. Outre le fait que le concept d'innovation responsable tend à créer un clivage entre des innovations qui seraient responsables et d'autres qui, par définition, ne le seraient pas, nous rejoignons Xavier Pavie [PAV 12] qui déplore que la question de la responsabilité soit posée comme une finalité. Trop souvent la responsabilité est considérée comme un point de départ.

C'est cependant oublier que l'innovation jugée responsable dans sa finalité peut avoir une empreinte écologique catastrophique (un sac biosourcé est biodégradable, mais la production est plus polluante) ou être réalisée dans des conditions de travail déplorables. L'industrialisation de l'alimentation bio s'accompagne par exemple de questionnements autour de la juste rémunération des salariés et du statut illégal de certains d'entre eux⁶. Enfin, il souligne qu'il n'existe pas d'innovations responsables par nature. Elles le sont pour l'être devenues au terme d'un processus où la capacité à anticiper tous les risques a été au premier plan⁷.

Selon nous la question n'est pas celle de développer des innovations sociales, responsables ou toute autre innovation spécifique, car cela conduit à restreindre d'emblée le spectre des innovations possibles, mais d'oser aller un cran plus loin en pensant le sens des innovations que nous projetons, ce qui revient à réhabiliter la question politique de l'innovation et innover en conscience. Ce faisant, il s'agit donc de dépasser la question des impacts ; bien souvent posée mais selon nous insuffisante, voire stérile, si nous n'investissons pas la question première du sens.

5. <https://up-conferences.fr/videos/frederic-mazzella-expose-innovations-sociales-portees-par-blablacar>.

6. Lire cette interview : <https://www.novethic.fr/actualite/social/consommation/isr-rse/bien-etre-animal-conditions-de-travail-produits-importes-les-5-cartons-rouges-adresses-au-bio-146007.html>.

7. Nous avons déjà souligné la vacuité d'un tel point de vue, sauf à croire que nous serions dotés d'une rationalité parfaite et omnisciente [FOR 18].

Ne nous méprenons pas sur le sens de notre propos. Cet ouvrage n'est pas un plaidoyer contre les innovations responsables ou sociales et pour un capitalisme triomphant, mais une invitation à s'interroger et ainsi concevoir autrement les innovations. Pour ce faire, cet ouvrage présente une approche⁸ qui permet d'innover en conscience et un ensemble d'outils et méthodologies issues des sciences humaines et sociales (SHS) que nous avons reconçus en vue d'atteindre cet objectif⁹.

Précisément, le chapitre 1 vise à présenter le positionnement de notre approche et ses apports. Les chapitres suivants seront dédiés à la présentation de différents outils. L'organisation des chapitres n'est pas chronologique, de façon à ce que le lecteur puise au gré de ses besoins. Il ne s'agit donc pas d'une méthode à suivre pas à pas dans un ordre figé. Chacun de ces chapitres sera structuré de la façon suivante : tout d'abord, nous positionnerons l'outil dans les disciplines pour en comprendre les origines et fonctions. Puis nous présenterons les enjeux de l'outil pour innover en utilisant des exemples et cas tirés de l'histoire des innovations et des techniques ou de situations que nous avons observées. Enfin, nous décrirons la mise en œuvre desdits outils.

Ce faisant, cet ouvrage s'adresse à un public varié : responsables politiques, chefs d'entreprise ou responsables de toutes autres organisations, ingénieurs ou concepteurs, consommateurs ou citoyens, pour peu qu'ils ou elles soient intéressé(e)s par l'innovation ou engagé(e)s dans un processus d'innovation et qu'ils/elles veuillent se poser les bonnes questions.

8. Cette approche est le fruit de recherches en SHS que nous menons depuis des années sur la genèse des innovations, les récits et représentations de la technique au sein de l'INSA Lyon et aujourd'hui de la chaire Saint-Gobain INSA Lyon « Ingénieurs ingénieux ».

9. Elle encourage les équipes engagées dans un processus d'innovation à associer des compétences multiples et ainsi à dépasser une vision disciplinaire.